



Assemblée générale

Distr. générale
12 décembre 2005
Français
Original : anglais

Soixantième session
Cinquième Commission
Point 124 de l'ordre du jour
Projet de budget-programme
pour l'exercice biennal 2006-2007

Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, missions de bons offices et autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est à replacer dans le contexte des décisions qu'ont prises ou que devraient prendre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité concernant des missions politiques spéciales, notamment des missions de bons offices, de diplomatie préventive et de consolidation de la paix après les conflits, à la demande des gouvernements ou sur recommandation du Secrétaire général.

Par sa résolution 59/278 du 23 décembre 2004, l'Assemblée générale a fait sienne la recommandation du Comité consultatif figurant au paragraphe 11 de son rapport (A/59/600) concernant l'approbation d'une estimation préliminaire de 3 milliards 760 millions de dollars pour l'exercice biennal 2006-2007, y compris un montant de 355 949 300 dollars au titre des missions politiques spéciales ayant trait à la paix et à la sécurité qui devraient être prolongées ou approuvées au cours de l'exercice biennal 2006-2007.

Le présent rapport contient les prévisions de dépenses jusqu'au 31 décembre 2006 pour 26 missions politiques spéciales autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité, à l'exception de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et du Bureau des Nations Unies au Timor-Leste (BUNUTIL). Le mandat de la MANUA devrait être notablement modifié à l'expiration du mandat en cours, en mars 2006. Par ailleurs, on prévoit que le mandat du BUNUTIL, qui viendra à expiration pendant l'exercice biennal, ne sera pas prorogé. En conséquence, les propositions budgétaires concernant ces missions ont été établies pour 3 mois et 4,7 mois, respectivement.



Les prévisions de dépenses pour ces missions représentent un montant total net de 280 803 200 dollars (montant brut : 297 498 900 dollars) et les engagements correspondants seraient imputés sur le montant, indiqué plus haut, proposé par le Secrétaire général pour les missions politiques spéciales au chapitre 3 (Affaires politiques) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–8	1
II. Prévisions de dépenses pour l'ensemble des missions politiques spéciales mandatées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité	9–15	5
III. Décision que l'Assemblée générale est appelée à prendre	16	18
Annexe		
Crédits ouverts au titre des missions politiques spéciales, 2006-2007		19

I. Introduction

1. L'objet du présent rapport est d'assurer le financement, pour la première année de l'exercice biennal 2006-2007, de 26 missions politiques spéciales eu égard aux décisions qu'ont prises ou que devraient prendre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité à la demande des États Membres ou sur recommandation du Secrétaire général. Les crédits demandés pour l'une des missions (Envoyé spécial du Secrétaire général au Myanmar), qui est mandatée par l'Assemblée générale, seront indiqués dans l'état des incidences sur le budget-programme qui sera présenté conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée, mais ils figurent également dans le présent rapport de façon à donner un tableau complet de l'ensemble des crédits nécessaires pour toutes les missions politiques spéciales, conformément à la demande formulée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au paragraphe 5 du document A/57/7/Add.17. Il convient de noter, toutefois, qu'aucune dépense au titre d'une mission dont le mandat n'est pas prorogé ne pourra être imputée sur les crédits ouverts pour les missions politiques.

2. Les mandats de la majorité des missions politiques spéciales indiqués dans le présent document ont été reconduits ou prorogés et viendront à expiration pendant le prochain exercice biennal; pour les autres, les demandes de prorogation ont été soumises au Conseil de sécurité ou vont l'être sous peu.

3. Sur les 26 missions pour lesquelles des prévisions de dépenses sont présentées :

a) Une mission (Envoyé spécial du Secrétaire général au Myanmar) fait actuellement l'objet d'un examen à l'Assemblée générale, qui a été saisie de l'état des incidences sur le budget-programme (A/C.5/60/17);

b) Quatre missions (Représentant personnel du Secrétaire général pour le Liban, Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre, Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide et Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental) ont fait l'objet d'un mandat de durée indéterminée;

c) Trois missions (Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest, Direction du Comité contre le terrorisme et Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie) ont des mandats qui viennent à expiration le 31 décembre 2007;

d) Quatre missions (Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par la résolution 1526 (2004) du Conseil de sécurité, Bureau du Représentant du Secrétaire général auprès du Conseil international consultatif et de contrôle, Appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria et Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone) ont des mandats venant à expiration le 31 décembre 2006;

e) Sept missions (Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004), Groupe de contrôle sur la Somalie, Bureau des Nations Unies au Timor-Leste, Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan et Mission d'assistance des

Nations Unies pour l'Iraq) ont des mandats venant à expiration entre le 31 janvier et le 11 août 2006;

f) Sept missions (Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, Conseiller spécial du Secrétaire général pour l'Afrique, Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général dans la région des Grands Lacs en Afrique, Groupe d'experts sur le Libéria, Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine, Groupe d'experts sur le Soudan et Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire) ont des mandats venant à expiration en décembre 2005. On prévoit que le Conseil de sécurité prorogera le mandat de ces missions compte tenu des rapports et des demandes qui lui ont déjà été présentées ou qui vont l'être.

4. On présume que toutes les missions ci-dessus mentionnées dont le mandat n'a pas encore été prorogé seront prolongées d'une période identique à celle qui a été approuvée pour 2005.

5. On trouvera dans le présent rapport la récapitulation des prévisions de dépenses pour 2006, par mission, et les tableaux d'effectifs correspondants.

Complémentarités et synergies

6. Des efforts sont faits pour trouver des synergies et des complémentarités entre les diverses missions et d'autres entités des Nations Unies. Ils ont notamment porté sur l'échange d'informations concrètes recueillies sur le terrain par les divers groupes de contrôle et groupes d'experts établis par le Conseil de sécurité dans les domaines de l'aviation, du trafic d'armes, des douanes, de la finance et autres domaines. Lorsque la chose est possible, les missions aident les organes de contrôle en assurant des services logistiques d'une grande utilité. Les représentants spéciaux du Secrétaire général sont tenus au courant des travaux des organes de contrôle, ce qui leur permet de tenir compte de leurs conclusions lorsqu'ils étudient les aspects politiques qui sous-tendent certaines situations de conflit. Des experts, par exemple des membres de l'Équipe de surveillance concernant Al-Qaida et les Taliban, rendent régulièrement visite à diverses institutions telles qu'Interpol pour rester en contact personnel étroit avec leurs interlocuteurs. Le service compétent de la Division de conseil de sécurité du Département des affaires politiques s'efforce d'assurer la coordination entre les organes de contrôle lorsque des informations qui pourraient intéresser les uns et les autres sont portées à leur attention. Par ailleurs, les cycles prévus dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité pour la présentation des rapports sont tels que plusieurs groupes d'experts ont tendance à se trouver à New York au même moment. Des réunions sont généralement organisées à cette occasion, ce qui leur permet de procéder à des échanges de vues sur les stratégies et méthodes, les résultats de leurs travaux et les moyens de promouvoir la poursuite de cette coopération après leur départ de New York. Le Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire, par exemple, coopère avec d'autres groupes d'experts, en particulier le Groupe d'experts sur le Libéria créé par la résolution 1521 (2003) et reconstitué par les résolutions 1579 (2004) et 1607 (2005). Par ailleurs, les experts restent en contact pour coordonner leurs visites dans les pays concernés de la région, en particulier la Côte d'Ivoire et le Libéria.

7. Dans le même ordre d'idées, on s'efforce d'améliorer l'efficacité dans le domaine de l'appui administratif et logistique. Par exemple, le Groupe de contrôle

sur la Somalie occupe les mêmes bureaux que le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général dans la région des Grands Lacs en Afrique; le Groupe rembourse à l'Office des Nations Unies à Nairobi le coût du loyer et des charges et le Bureau du Représentant spécial fournit des services d'appui administratif et logistique, par exemple pour l'organisation des voyages ou l'établissement des contrats du personnel, sans frais supplémentaires. De même, les membres du Groupe d'experts sur le Libéria bénéficient de services d'appui fournis par la Mission des Nations Unies au Libéria. Lorsque les membres du Groupe se trouvent à Monrovia, on met à leur disposition des locaux à usage de bureaux, des ordinateurs et des véhicules.

8. Le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo bénéficie de services d'appui fournis par la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, qui s'occupe des réservations d'hôtel et des voyages du Groupe dans la République démocratique du Congo et dans la région. La Mission met aussi à la disposition du Groupe des locaux à usage de bureaux, s'occupe du paiement des indemnités journalières de subsistance avec l'autorisation financière du Siège, et assure la liaison avec le Gouvernement de la République démocratique du Congo pour les réunions demandées par le Groupe. De même, les membres du Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire reçoivent un soutien de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) sous forme de véhicules pour les transports locaux lors de leurs séjours à Abidjan, d'escortes armées pour leurs déplacements à l'intérieur du pays, de places sur les vols de l'ONUCI en Côte d'Ivoire, ainsi que des locaux à usage de bureaux, des ordinateurs et d'un télécopieur durant leur séjour. Le Groupe d'experts sur le Soudan reçoit pour sa part des services d'appui de la Commission économique pour l'Afrique sous la forme de locaux à usage de bureaux et de services communs, les coûts étant partagés.

II. Prévisions de dépenses pour l'ensemble des missions politiques spéciales mandatées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité

9. Les prévisions de dépenses de l'ensemble des missions politiques spéciales figurant dans le présent rapport représentent un montant net de 280 803 200 dollars (montant brut : 297 498 900 dollars). On en trouvera la ventilation par mission et par poste de dépense ainsi que les tableaux d'effectifs correspondants aux tableaux 1, 2 et 3 ci-après.

10. Le tableau 1 donne la liste complète des missions politiques, le montant révisé des crédits ouverts pour chacune d'elle pour l'exercice biennal 2004-2005, les engagements autorisés en 2005 et le montant estimatif des dépenses et des besoins à prévoir pour la prochaine année du budget (2006), ainsi que la date d'expiration de chaque mandat. Y sont également indiquées les opérations qui ont pris fin ou ont été fusionnées avec d'autres missions pendant l'exercice 2004-2005 et pour lesquelles aucun crédit n'est demandé pour 2006.

11. Une part importante des crédits demandés dans le présent rapport concerne la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (62,8 %); viennent ensuite le Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone (8,3 %), le Bureau des Nations Unies au Timor-Leste (4,8 %) et la Mission d'assistance de l'Organisation des Nations Unies en Afghanistan (4,8 %). Les prévisions de dépenses des missions politiques spéciales vont de 209 700 dollars (Conseiller spécial du Secrétaire

général pour l'Afrique) à 173 376 200 dollars pour la plus importante (Mission d'assistance des Nations Unies en Iraq).

12. La récapitulation d'ensemble des besoins à prévoir, par poste de dépense, est présentée au tableau 2. Les besoins en personnel représentent 45,2 % des dépenses prévues.

13. Les besoins en personnel de chaque mission sont présentés au tableau 3, par catégorie et par classe. On constatera une diminution nette de 266 postes par rapport à l'effectif total de 2005. Ce changement est le résultat net de l'élimination de certains postes de dépenses, certaines missions ayant cessé leur activité et d'autres ayant été transformées en opérations de maintien de la paix, contrebalancée par l'augmentation des besoins pour certaines missions et la création de postes pour les nouvelles.

14. La décision que l'Assemblée générale est amenée à prendre au sujet du financement des missions politiques spéciales figure à la section III ci-après.

15. Des informations concernant les dépenses imputées sur le crédit ouvert pour les missions politiques spéciales et les soldes disponibles sont données à l'annexe.

Tableau 1
Coût estimatif des missions politiques spéciales

(En milliers de dollars des États-Unis)

		<i>Montant révisé des crédits ouverts et des dépenses, 2004-2005</i>				<i>Montant total des dépenses prévues pour 2006</i>		<i>Période couverte</i>	<i>Textes portant autorisation; date d'expiration du mandat</i>
		<i>Autorisations Crédits d'engagement ouverts</i>	<i>Redéploiements</i>	<i>Montant estimatif des dépenses</i>	<i>Écart</i>				
		<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>4</i>	<i>5 = (1+2+3-4)</i>	<i>6</i>	<i>7</i>	<i>8</i>
I. Missions nouvelles ou en cours									
A. Mission politique spéciale mandatée par l'Assemblée générale									
1	Envoyé spécial du Secrétaire général au Myanmar	492,1	–	–	399,7	92,4	210,4	1 an	Projet de résolution soumis à l'Assemblée générale (A/C.3/60/L.53); 31 décembre 2006
Total partiel A		492,1	–	–	399,7	92,4	210,4		
B. Missions politiques spéciales mandatées par le Conseil de sécurité et autres initiatives politiques ayant trait au maintien de la paix et de la sécurité internationales									
2	Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	5 392,5	–	–	4 818,5	574,0	3 226,2	1 an	S/2004/874 et 875; décembre 2005
3	Conseiller spécial du Secrétaire général pour l'Afrique	212,6	–	237,5	199,4	250,7	209,7	1 an	S/2004/1019 et 1020; décembre 2005
4	Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général dans la région des Grands Lacs en Afrique	3 758,0	–	–	3 685,0	73,0	2 151,2	1 an	S/2004/904 et 905; décembre 2005
5	Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre	1 695,8	–	(237,5)	1 077,0	381,3	406,3	1 an	Durée indéterminée
6	Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par la résolution 1526 (2004) du Conseil de sécurité concernant Al Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées	5 867,1	–	–	4 802,4	1 064,7	3 453,3	1 an	Résolution 1617 (2005) du Conseil de sécurité; 31 décembre 2006

		<i>Montant révisé des crédits ouverts et des dépenses, 2004-2005</i>				<i>Montant total des dépenses</i>			<i>Textes portant autorisation; date d'expiration du mandat</i>
		<i>Crédits ouverts</i>	<i>Autorisations d'engagement de dépenses</i>	<i>Redéploiements</i>	<i>Montant estimatif des dépenses</i>	<i>Écart</i>	<i>prévues pour 2006</i>	<i>Période couverte</i>	
		1	2	3	4	5 = (1+2+3-4)	6	7	
7	Groupe de contrôle sur la Somalie	2 629,0	–	–	2 098,8	530,2	1 626,6	1 an	Résolution 1630 (2005) du Conseil de sécurité; mai 2006
8	Groupe d'experts sur le Libéria	2 117,1	–	499,0	2 190,3	425,8	1 469,6	1 an	Résolution 1607 (2005) du Conseil de sécurité; 21 décembre 2005
9	Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	1 912,5	–	–	1 729,4	183,1	1 477,9	10 mois en 2006	Résolution 1616 (2005) du Conseil de sécurité; 31 janvier 2006
10	Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide	1 209,9	–	–	713,1	496,8	888,7	1 an	Résolution 1366 (2001) du Conseil de sécurité, S/2004/567 et 568; durée indéterminée
11	Direction du Comité contre le terrorisme	6 779,3	–	–	4 831,1	1 948,2	7 579,7	1 an	Résolution 1535 (2004) du Conseil de sécurité; décembre 2007
12	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	121 681,4	–	(499,0)	104 896,6	16 285,8	13 616,9	3 premiers mois de 2006	Résolution 1589 (2005) du Conseil de sécurité; 23 mars 2006
13	Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	176 576,0	–	–	134 345,8	42 230,2	173 376,2	1 an	Résolution 1619 (2005) du Conseil de sécurité; 11 août 2006
14	Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan	3 804,7	–	–	3 211,9	592,8	2 170,6	1 an	S/2005/323 et 324; 1 ^{er} juin 2006
15	Bureau du Représentant personnel du Secrétaire général pour le Liban	1 694,3	–	–	1 795,4	(101,1)	1 698,6	1 an	Durée indéterminée
16	Appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria	9 357,5	–	–	10 073,5	398,7	7 339,0	1 an	S/2005/528 et 529; décembre 2006

		<i>Montant révisé des crédits ouverts et des dépenses, 2004-2005</i>				<i>Montant total des dépenses prévues pour 2006</i>			<i>Période couverte</i>	<i>Textes portant autorisation; date d'expiration du mandat</i>
		<i>Crédits ouverts</i>	<i>Autorisations d'engagement de dépenses</i>	<i>Redéploiements</i>	<i>Montant estimatif des dépenses</i>	<i>Écart</i>	<i>6</i>	<i>7</i>		
		<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>4</i>	<i>5 = (1+2+3-4)</i>	<i>6</i>	<i>7</i>	<i>8</i>	
17	Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine	10 472,2	–	–	10 073,5	398,7	6 467,4	1 an	S/2004/874 et 875; décembre 2005	
18	Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie	6 812,8	–	–	4 630,6	2 182,2	7 129,2	1 an	S/2005/729 et 730; décembre 2007	
19	Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest	4 914,7	–	–	3 996,7	918,0	4 150,4	1 an	S/2004/797 et 858; décembre 2007	
20	Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)	1 816,7	–	–	1 459,9	356,8	2 181,7	1 an	Résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité; avril 2006	
21	Envoyé personnel du Secrétaire général pour la Sahara occidental	–	222,6	–	222,6	–	357,3	1 an	S/2005/497 et 498; durée indéterminée	
22	Bureau des Nations Unies au Timor-Leste	21 939,9	–	–	21 939,9	–	13 584,8	4,75 mois en 2006	Résolution 1599 (2005) du Conseil de sécurité; 20 mai 2006	
23	Groupe d'experts sur le Soudan	–	955,9	–	919,7	36,2	1 725,7	1 an	Résolution 1591 (2005) du Conseil de sécurité; 31 décembre 2005	
24	Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire	–	488,3	–	655,9	(167,6)	700,7	8 mois en 2006	Résolution 1632 (2005) du Conseil de sécurité; 15 décembre 2005	
25	Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone	–	–	–	–	–	23 298,6	1 an	Résolution 1620 (2005) du Conseil de sécurité; 31 décembre 2006	
26	Bureau du Représentant du Secrétaire général auprès du Conseil international consultatif et de contrôle	418,7	–	–	368,8	49,9	306,5	1 an	Résolution 1637 (2005) du Conseil de sécurité; 31 décembre 2006	

		<i>Montant révisé des crédits ouverts et des dépenses, 2004-2005</i>				<i>Montant total des dépenses</i>		<i>Textes portant autorisation; date d'expiration du mandat</i>
		<i>Autorisations Crédits d'engagement ouverts</i>	<i>Redéploiements</i>	<i>Montant estimatif des dépenses</i>	<i>Écart</i>	<i>prévues pour 2006</i>	<i>Période couverte</i>	
		<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>4</i>	<i>5 = (1+2+3-4)</i>	<i>6 7</i>	
Total partiel B		391 062,7	1 666,8	-	321 242,9	71 486,6	280 592,8	
Total I (A+B)		391 554,8	1 666,8	-	321 642,6	71 579,0	280 803,2	
II Missions politiques spéciales achevées ou intégrées à d'autres opérations								
27	Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire	7 102,7	-	-	7 102,7	-	-	Devenue une mission de maintien de la paix (Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire)
28	Bureau des Nations Unies au Burundi	5 353,2	-	-	5 353,2	-	-	Devenue une mission de maintien de la paix (Opération des Nations Unies au Burundi)
29	Mission préparatoire des Nations Unies au Soudan	43 060,7	-	-	43 060,7	-	-	Devenue une mission de maintien de la paix (Mission des Nations Unies au Soudan)
30	Mission d'observation des Nations Unies à Bougainville	2 307,9	-	-	2 307,9	-	-	Achevée
31	Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala	7 007,2	-	-	7 007,2	-	-	Achevée
32	Processus de paix en Amérique centrale	378,3	-	-	378,3	-	-	Achevé
Total II		65 210,0	-	-	65 210,0	-	-	
Total général (I + II)		456 764,8	1 666,8	-	386 852,6	71 579,0	280 803,2	

Tableau 2
État récapitulatif des ressources nécessaires par grande rubrique

(En milliers de dollars des États-Unis)

Rubrique	1 ^{er} janvier 2004-31 décembre 2005					1 ^{er} janvier-31 décembre 2006	
	Crédits ouverts	Engagements de dépenses	Redéploiements	Dépenses	Écart	Total des ressources nécessaires	Besoins non renouvelables
	1	2	3	4	5 = (1+2+3-4)	6	8
I. Personnel militaire et personnel de police							
1. Observateurs militaires	2 175,5	–	–	1 952,2	223,3	2 363,3	–
2. Contingents	26 885,8	–	–	15 519,4	11 366,4	28 859,3	–
3. Police civile	3 004,7	–	–	2 672,5	332,2	2 421,4	–
Total partiel, catégorie I	32 066,0	–	–	20 144,1	11 921,9	33 644,0	–
II. Personnel civil							
1. Personnel recruté sur le plan international	150 446,0	133,4	(6,0)	122 587,3	27 986,1	108 668,2	–
2. Personnel recruté sur le plan national	31 909,2	5,8	–	28 199,7	3 715,3	16 016,8	–
3. Volontaires des Nations Unies	4 592,8	–	–	4 870,2	(277,4)	2 296,4	–
Total partiel, catégorie II	186 948,0	139,2	(6,0)	155 657,2	31 424,0	126 981,4	–
III. Dépenses opérationnelles							
1. Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	3 162,1	–	–	3 139,0	23,1	2 578,6	–
2. Consultants et experts	17 431,8	1 219,0	388,9	15 003,1	4 036,6	14 042,9	–
3. Voyages officiels	9 959,3	137,7	138,5	7 997,9	2 237,6	6 625,8	–
4. Installations et infrastructures	49 267,9	39,1	(79,0)	48 361,6	866,4	30 597,3	17 768,5
5. Transports terrestres	19 201,1	33,0	(70,0)	15 144,6	4 019,5	4 702,2	1 150,7
6. Transports aériens	27 550,9	–	(98,0)	15 332,6	12 120,3	37 329,7	6,9
7. Transmissions	23 197,0	50,9	(100,0)	20 098,6	3 049,3	10 118,1	3 267,4
8. Informatique	7 543,3	30,1	(45,2)	6 761,1	767,1	4 844,0	2 407,5
9. Services médicaux	1 642,7	–	(20,0)	1 802,3	(179,6)	1 337,4	246,4
10. Matériel spécial	1 238,2	–	(50,0)	1 439,0	(250,8)	–	–
11. Fournitures, services et matériel divers	9 483,1	17,8	(59,2)	8 134,4	1 307,3	5 462,5	12,7
12. Projets à effet rapide	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel, catégorie III	169 677,4	1 527,6	6,0	143 214,2	27 996,8	117 638,5	24 860,1

Rubrique	1 ^{er} janvier 2004-31 décembre 2005					1 ^{er} janvier-31 décembre 2006	
	Crédits ouverts	Engagements de dépenses	Redéploiements	Dépenses	Écart	Total des ressources nécessaires	Besoins non renouvelables
	1	2	3	4		5 = (1+2+3-4)	6
IV. Autres programmes							
1. Programmes politiques	105,4	–	–	99,1	6,3	44,8	–
2. Programmes militaires	31,8	–	–	30,0	1,8	17,1	–
3. Programmes civils et programmes de police	80,0	–	–	75,2	4,8	62,9	–
4. Programmes d'information	1 227,2	–	–	1 112,9	114,3	2 321,7	1 917,6
5. Programmes relatifs aux droits de l'homme	308,7	–	–	290,2	18,5	70,9	–
6. Programmes de formation	1 110,3	–	–	1 019,7	90,6	21,9	–
Total partiel, catégorie IV	2 863,4	–	–	2 627,1	236,3	2 539,3	1 917,6
Total	391 554,8	1 666,8	–	321 642,6	71 579,0	280 803,2	26 777,7

Tableau 3
Effectifs nécessaires

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées			Personnel recruté sur le plan national			Total général		
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Services généraux			Total, personnel international	Adminis-trateurs recrutés sur le plan national		Agents locaux	Volon-taires des Nations Unies
										Service mobile/de sécurité	Première classe	Autres classes					
A. Missions nouvelles ou en cours																	
1. Envoyé spécial du Secrétaire général au Myanmar^a																	
Effectif actuel (2005)	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	1	-	2
Effectif proposé (2006)	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	1	-	2
2. Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau																	
Effectif actuel (2005)	-	-	1	-	1	4	2	1	9	1	-	4	14	-	13	-	27
Effectif proposé (2006)	-	-	1	-	1	4	2	1	9	1	-	4	14	1	13	-	28
3. Conseiller spécial du Secrétaire général pour l'Afrique^a																	
Effectif actuel (2005)	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	1
Effectif proposé (2006)	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	1
4. Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs en Afrique																	
Effectif actuel (2005)	-	1	-	-	1	4	1	-	7	-	-	1	8	-	8	-	16
Effectif proposé (2006)	-	1	-	-	1	5	1	-	8	-	-	1	9	-	8	-	17
5. Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre^a																	
Effectif actuel (2005)	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	1	2	-	-	-	2
Effectif proposé (2006)	1	-	-	-	-	1	-	-	2	-	-	1	3	-	-	-	3
6. Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par la résolution 1526 (2004) du Conseil de sécurité (anciennement Groupe de suivi)																	
Effectif actuel (2005)	-	-	-	-	1	-	4	-	5	-	-	5	10	-	-	-	10
Effectif proposé (2006)	-	-	-	-	1	-	4	-	5	-	-	5	10	-	-	-	10
7. Groupe de contrôle sur la Somalie (anciennement Groupe d'experts sur la Somalie)																	
Effectif actuel (2005)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	-	2
Effectif proposé (2006)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	-	2

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées			Personnel recruté sur le plan national				Total général	
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Services généraux			Total, personnel international	Adminis-trateurs recrutés sur le plan national			Volon-taires des Nations Unies
										Service mobile/de sécurité	Première classe	Autres classes		Agents locaux			
8. Groupe d'experts sur le Libéria																	
Effectif actuel (2005)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Effectif proposé (2006)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2
9. Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo																	
Effectif actuel (2005)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-	1
Effectif proposé (2006)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-	1
10. Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide^a																	
Effectif actuel (2005)	-	1	-	-	-	2	-	-	3	-	-	1	4	-	-	-	4
Effectif proposé (2006)	-	1	-	-	-	2	-	-	3	-	-	1	4	-	-	-	4
11. Direction du Comité contre le terrorisme																	
Effectif actuel (2005)	-	1	1	2	9	11	3		27		1	6	34	-	-	-	34
Effectif proposé (2006)	-	1	1	2	9	11	3		27		1	8	36	-	-	-	36
12. Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan																	
Effectif actuel (2005)	1	2	2	7	18	56	52	8	146	83	2	20	251	138	739	43	1 171
Effectif proposé (2006)	1	2	1	5	18	52	59	9	147	69	1	16	233	112	771	29	1 145
13. Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq																	
Effectif actuel (2005)	1	2	2	7	18	76	54	18	178	156	4	6	344	45	427	-	816
Effectif proposé (2006)	1	2	3	7	19	70	63	22	187	212	4	3	406	81	451	-	938
14. Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan																	
Effectif actuel (2005)	-	-	1	-	1	4	1	1	8	1		1	10	-	21	-	31
Effectif proposé (2006)	-	-	1	-	1	4	1	2	9	1		1	11	-	21	-	32
15. Bureau du Représentant personnel du Secrétaire général pour le Liban																	
Effectif actuel (2005)	-	1	-	-	1	-	1	-	3	-	-	1	4	-	2	-	6
Effectif proposé (2006)	-	1	-	-	1	1	1	-	4	5	-	1	10	-	4	-	14

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et des catégories apparentées			Personnel recruté sur le plan national			Total général	
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Services généraux			Total, personnel international	Adminis-trateurs recrutés sur le plan national	Agents locaux		Volon-taires des Nations Unies
										Service mobile/de sécurité	Première classe	Autres classes					
16. Appui de l'Organisation des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria																	
Effectif actuel (2005)	-	-	-	-	4	6	2	1	13	-	-	1	14	-	6	-	20
Effectif proposé (2006)	-	-	-	-	4	6	3	-	13	-	-	1	14	-	6	-	20
17. Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine																	
Effectif actuel (2005)	-	-	1	-	1	4	2	5	13	6	-	5	24	44	3	-	71
Effectif proposé (2006)	-	1	-	-	1	4	3	6	15	6	-	10	31	52	4	-	87
18. Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie																	
Effectif actuel (2005)	-	1	-	1	3	5	4	-	14	5	-	4	23	7	8	-	38
Effectif proposé (2006)	-	1	-	1	3	6	4	-	15	5	-	4	24	7	8	-	39
19. Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest^b																	
Effectif actuel (2005)	1	-	1	-	2	3	2	-	9	-	-	1	10	1	12	-	23
Effectif proposé (2006)	1	-	1	1	2	3	2	-	10	1	-	1	12	2	12	-	26
20. Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité concernant la prévention de la prolifération de toutes les armes de destruction massive																	
Effectif actuel (2005)	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	1	3	-	-	-	3
Effectif proposé (2006)	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	1	3	-	-	-	3
21. Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental^a																	
Effectif actuel (2005)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Effectif proposé (2006)	1	-	-	-	-	-	1	-	2	-	-	-	2	-	-	-	2
22. Bureau des Nations Unies au Timor-Leste																	
Effectif actuel (2005)	-	1	1	2	5	9	19	3	40	50	-	10	100	21	212	37	370
Effectif proposé (2006)	-	1	1	2	5	9	19	3	40	50	-	10	100	21	212	37	370
23. Groupe d'experts sur le Soudan																	
Effectif actuel (2005)	-	-	-	-	-	1	1	-	2	-	-	-	2	-	1	-	3
Effectif proposé (2006)	-	-	-	-	-	1	1	-	2	-	-	-	2	-	1	-	3

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées			Personnel recruté sur le plan national				Total général	
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Services généraux			Total, personnel international	Adminis-trateurs recrutés sur le plan national	Agents locaux		Volon-taires des Nations Unies
										Service mobile/de sécurité	Première classe	Autres classes					
24. Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire																	
Effectif actuel (2005)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Effectif proposé (2006)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
25. Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone																	
Effectif actuel (2005)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Effectif proposé (2006)	-	1	-	2	7	10	20	1	41	41	-	82	17	175	24	298	
26. Bureau du représentant du Secrétaire général auprès du Conseil international consultatif et de contrôle																	
Effectif actuel (2005)	-	1	-	-	-	1	-	-	2	-	-	2	-	-	-	-	2
Effectif proposé (2006)	-	1	-	-	-	1	-	-	2	-	-	2	-	-	-	-	2
B. Missions politiques spéciales achevées ou intégrées à d'autres opérations																	
27. Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire																	
2004	1	-	1	3	3	17	20	-	45	22	-	2	69	14	67	7	157
Effectif proposé (2006)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28. Bureau des Nations Unies au Burundi																	
2004	-	1	2	1	6	8	2	1	21	10	-	7	38	-	39	-	77
Effectif proposé (2006)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
29. Équipe préparatoire des Nations Unies au Soudan																	
2005	1	2	3	4	15	32	36	2	95	72	-	4	171	21	227	-	419
Effectif proposé (2006)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
30. Mission d'observation des Nations Unies à Bougainville																	
Effectif actuel (2005)	-	-	-	-	1	1	-	-	2	2	-	-	4	-	4	-	8
Effectif proposé (2006)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
31. Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala																	
Effectif actuel (2005)	-	-	-	-	1	-	1	-	2	3	-	3	8	-	27	-	35
Effectif proposé (2006)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>									<i>Agents des services généraux et des catégories apparentées</i>			<i>Personnel recruté sur le plan national</i>			<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total général
										<i>Services généraux</i>							
	<i>SGA</i>	<i>SSG</i>	<i>D-2</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	Total partiel	<i>Service mobile/de sécurité</i>	<i>Première classe</i>	<i>Autres classes</i>	Total, personnel international	<i>Administrateurs recrutés sur le plan national</i>	<i>Agents locaux</i>		
32. Processus de paix en Amérique centrale																	
Effectif actuel (2005)	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	1	2	-	-	-	2
Effectif proposé (2006)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total																	
Effectif actuel (2005)	7	14	16	27	91	246	210	40	651	411	7	86	1 155	247	1 859	90	3 351
Effectif proposé (2006)	7	13	9	20	73	190	190	44	546	391	6	69	1 012	241	1 738	94	3 085

^a L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Myanmar, ses conseillers spéciaux pour l'Afrique, Chypre et la prévention du génocide et son Envoyé personnel pour le Sahara occidental émergent au budget lorsqu'ils exercent effectivement leurs fonctions.

^b Le poste D-2 du Bureau de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest est pourvu par le PNUD.

III. Décision que l'Assemblée générale est appelée à prendre

16. L'Assemblée générale est priée :

a) D'approuver l'imputation d'un montant total de 280 803 200 dollars sur les ressources prévues au titre des missions politiques spéciales au chapitre 3 (Affaires politiques) du projet de budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007, soit :

i) Un montant de 210 400 dollars qui serait consacré à la mission politique spéciale citée dans la section A de la partie I du tableau 1 ci-dessus (mission découlant de décisions prises ou devant être prises par l'Assemblée générale), sur la base de l'état des incidences financières sur le budget-programme présenté à l'Assemblée en application de l'article 153 de son règlement intérieur;

ii) Un montant de 280 592 800 dollars qui serait consacré aux missions politiques spéciales énumérées dans la section B de la partie I du tableau 1 ci-dessus (missions découlant de décisions prises ou devant être prises par le Conseil de sécurité);

b) De noter que le solde du crédit de 355 949 300 dollars (après actualisation des coûts) initialement ouvert au titre des missions politiques spéciales serait de 75 146 100 dollars. Les ressources dont on pourrait avoir besoin en sus de ce montant pour financer des missions politiques spéciales pendant l'exercice biennal 2006-2007 seraient soumises aux dispositions du paragraphe 11 de l'annexe I de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1986.

Annexe

Crédits ouverts au titre des missions politiques spéciales, 2006-2007

(En milliers de dollars des États-Unis)

Crédits ouverts au titre des missions politiques spéciales	355 949,3
Imputations approuvées au cours de la première partie de la soixantième session	
1. Missions mandatées par l'Assemblée générale	
Questions relatives aux droits de l'homme : situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux (voir tableau 1, sect. I A)	210,4
2. Missions mandatées par le Conseil de sécurité	
Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, missions de bons offices et autres initiatives politiques autorisées par le Conseil de sécurité (voir tableau 1, sect. I B), 25 missions politiques	280 592,8
Montant total imputé	280 803,2
Solde non affecté des crédits ouverts au titre des missions spéciales	75 146,1